

**Rapport de la rencontre**  
**entre des membres de la section Belgique-Mexique du groupe belge de l'UIP, des membres de la**  
**Commission Mobilité, entreprises publiques et institutions fédérales de la Chambre des**  
**représentants et une délégation parlementaire mexicaine**  
**le 27 juin 2023**

**Présents:**

- Madame Sofie Merckx, présidente de la section
- Mevrouw Kathleen Depoorter, lid van de sectie
- Chanelle Bonaventure, membre de la Commission Mobilité, entreprises publiques et institutions fédérales de la Chambre des représentants
- Maria Vindevoghel, lid van de Commissie Mobiliteit, Overheidsbedrijven en Federale instellingen

**Membres de la délégation du parlement mexicain :**

- La députée Angélica Maria Rivadeneyra Villarreal, Présidente de la délégation
- Le député Reginaldo Sandoval Flores, membre de la Chambre des députés du Mexique et Président de la commission Infrastructure de la Chambre des députés mexicaine
- Accompagnés par P. David Camacho Blatt, ingénieur et ancien directeur de la Société des Chemins de fer mexicains.
- Et par M. Jérôme Poussié, Ministre-conseiller de la délégation de l'Union européenne au Mexique

**La visite a lieu dans le cadre d'un projet TAIEX de l'Union européenne. Le but de la délégation mexicaine est de se renseigner sur le fonctionnement des chemins de fer en Belgique et en Europe.**

Les visiteurs mexicains expliquent que depuis un siècle, le Mexique a négligé ses chemins de fer. En 2018, une nouvelle politique a été instaurée, pour permettre à un réseau ferroviaire complètement repensé de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Le Mexique veut donc ouvrir de nouvelles voies, créer une nouvelle infrastructure et introduire le transport de personnes actuellement inexistant. L'idée est de créer un nouveau « Canal de Panama » par voie terrestre. Il s'agit vraiment d'un changement de paradigme au niveau économique, social et humain, centré autour de l'aspect humain. Les entreprises privées ne garantissent pas l'accès universel, et les plus faibles (les pauvres, les autochtones, les handicapés) seront exclus. La délégation se rend en Europe pour voir comment on y organise le transport par voie ferrée, et pour convaincre les pays européens d'investir au Mexique. Projétant, pour la première fois en 100 ans, de construire une nouvelle voie ferrée, ils veulent voir comment s'y prendre et comment mieux utiliser la capacité existante. Le Mexique fonctionne avec un système de concessions, tandis qu'en Europe il semble y avoir plus d'entreprises et un marché plus libre. Au Mexique, il faut aussi tenir compte du combat à livrer contre la corruption et la culture patriarcale.

La Belgique a une longue tradition de transports en commun publics. La SNCB est un employeur très important avec 30.000 employés. Obligée par l'Europe, la Belgique a privatisé les liaisons internationales et le transport de marchandises; mais l'infrastructure et les liaisons internes sont restées publiques. La privatisation du rail au Royaume-Uni n'est pas un succès. La crainte existe qu'en privatisant le rail, entreprises n'exploitent que les lignes les plus rentables et négligent les autres, ou ne maximalisent pas le nombre de trains afin d'éviter des baisses de prix des billets.

Le ministre-conseiller de la délégation de l'Union européenne au Mexique réplique que pour sa politique ferroviaire, l'U.E. essaie de réconcilier les intérêts des entreprises privées et du public.